

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 6-7

Artikel: Conférence internationale des femmes : menaces chinoises

Autor: Rickli-Gos, Pernette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280715>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Conférence internationale des femmes

Menaces chinoises

En marge de la 4e Conférence internationale des femmes qui se tiendra en août et septembre prochains à Pékin, le combat des Tibétaines.



Lhassa: quel avenir pour cette Tibétaine?

(Photo: Pernette Rickli)

Difficile de garantir une large et libre participation des femmes à la Conférence de Pékin. Eviction et manipulation ont valu aux Tibétaines un vaste courant de mobilisation dans le monde.

La Tibetan Women's Association (TWA), fondée en 1959 et comprenant une quarantaine de sections dans le monde et plus de 9000 membres, comptait beaucoup sur cette Conférence pour faire entendre la voix des Tibétaines. Elle a participé à de nombreuses séances préparatoires, mais se heurte au veto chinois: les femmes tibétaines en exil n'existent pas, elles n'ont pas de statut légal, elles ne recevront donc pas de visa... à moins que, reconnaissant la souveraineté de la Chine sur le Tibet, elles acceptent un passeport chinois.

Qu'ils soient de Suisse, d'Inde, de Norvège, de Grande-Bretagne, du Canada ou des USA, les groupements tibétains n'ont donc pas reçu d'accréditation. On sait que la 4e Conférence internationale sera exploitée par la Chine pour tenter d'améliorer son image de marque aux yeux du monde; les

responsables tibétaines craignent que la situation des femmes tibétaines et plus généralement du peuple tibétain soit inévitablement et grossièrement déformée. Il faut donc absolument que toutes les femmes qui désirent se faire entendre à Pékin puissent le faire, indépendamment de leur nationalité, de leur religion ou de leurs idées.

A Dharamsala (Inde), au siège de la TWA, on a appris que la Chine avait «invité» 400 femmes du Tibet à participer à la Conférence. Ces femmes suivent actuellement un «entraînement intensif» et représenteront les femmes tibétaines «du régime» dans le cadre de la ACWF (All China Women's Federation), une ONG officielle, très engagée dans la préparation de la 4e Conférence, mais un écran au travers duquel ne filtreront ni les témoignages, ni les demandes des femmes tibétaines.

On sait que leur voix sera étouffée, leurs interventions sévèrement contrôlées, leur comportement censuré afin que tout concorde avec la ligne officielle du parti. Il semble même que certaines sanctions soient prévues envers celles qui n'obéiront pas aux directives...

Les Tibétaines sont donc assez inquiètes et la TWA demande que les femmes du monde entier se mobilisent et écrivent des lettres pour demander le libre accès à la Conférence.

Parallèlement à la 4e conférence, un FORUM pour ONG est organisé... mais à quelque soixante kilomètres de Pékin! Les mêmes barrières se dressent.

Quant à l'Organisation suisse des femmes tibétaines, elle prépare aussi une délégation pour le Forum, en espérant que d'ici juillet-août les obstacles s'aplanissent, car, dit sa présidente, «il en va de notre responsabilité morale de s'assurer que la réalité de la situation des femmes tibétaines soit présente au Forum; mais aussi à la conférence de Pékin.»

Pernette Rickli-Gos

Chinoiseries à Pékin

«Casa d'Italia» à Berne, le 13 mai. Elles sont là, treize femmes: des Tessinoises, des Romandes, des Alémaniques, des femmes d'Afrique et d'Amérique latine établies en Suisse, toutes réunies sous la houlette d'Anne-Marie Käppeli, historienne, pour préparer le 50e anniversaire des Nations Unies du point de vue des organisations non gouvernementales (ONG), qu'elles représentent, et donc de celui des femmes. Leurs requêtes, tant auprès du Gouvernement helvétique que des Nations Unies, sont, entre autres, une meilleure information et une plus grande participation-consultation.

Bien sûr, la 4e Conférence mondiale des femmes de Pékin est à l'ordre du jour avec sa cohorte de problèmes. Anne-Marie Rey, de l'Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement, rapporte que des Américaines veulent repousser Pékin à cause des mauvaises conditions du nouveau site du Forum des ONG: trop loin du lieu de la conférence, salles éparpillées, piètres télécommunications.

Zeedah Meierhofer-Mangeli, directrice à Zurich du projet «Treffpunkt Schwarze Frauen», confirme ces dires et brandit un fax: un appel urgent à toutes les ONG, lancé d'une université américaine. Dans la foulée, elle évoque juste les femmes du tiers-monde qui, en cas de changement de lieu, auraient d'énormes difficultés à se rendre ailleurs - manque de fonds et problèmes de visa.

Quant à Anni Lanz, du Conseil suisse des femmes pour la politique extérieure, elle ne pense pas au boycott mais plutôt à faire entendre des protestations le 30 juin lors de la grande réunion au Kursaal à Berne intitulée «Les ONG bâtissent l'avenir» dans le cadre du Programme national de la Suisse pour le 50e anniversaire de l'ONU, à laquelle participera Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations Unies.

Les idées fusent. Une sera retenue: se faire entendre à tout prix quitte, qui sait, à piquer le micro, pour exiger un meilleur site et l'assurance que le Forum se déroulera sans contrainte ni censure!

Brigitte Mantilleri

Des messages de soutien peuvent être adressés aux responsables de la Conférence et du Forum des ONG. Vous pourrez obtenir les adresses et renseignements complémentaires auprès de Mme Pernette Rickli, 30 route Antoine-Martin, 1234 Vessy, tél. (022) 784 27 50.